

Unité départementale Aube/Haute-Marne

TROYES, le 13 février 2023

Nos réf. : SAU/AV/NS n° 23-57

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

GIE CARRIERES DU BRIENNOIS

Route de Rumilly
10260 VAUDES

Code AIOT : 0003012131

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2023 dans l'établissement GIE CARRIERES DU BRIENNOIS implanté Ferme des Charmes 10500 BRIENNE LA VIEILLE. L'inspection a été annoncée le 21/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une visite d'inspection de début de travaux a eu lieu le 14/10/2021. Les constats émis lors de cette visite ont donné lieu à une mise en demeure en date du 5/01/2022.

Dans le cadre du suivi des respects des échéances, l'inspection des installations classées a procédé à une contre-visite le 20/01/2023 afin de s'assurer de la bonne mise en œuvre des actions correctives.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GIE CARRIERES DU BRIENNOIS
- Ferme des Charmes 10500 BRIENNE LA VIEILLE
- Code AIOT : 0003012131
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Groupement d'Intérêt Economique (GIE) CARRIERES DU BRIENNOIS est constitué de 3 carriers ayant eux-mêmes des carrières dans le département de l'Aube : BETON DE LA HAUTE SEINE – CHAPLAIN SAS – EQIOM GRANULATS.

Ces 3 entreprises étant implantées dans la même zone géographique, ont décidé de créer ce GIE pour mettre en commun leurs réserves foncières afin de porter un projet unique plus rationnel et

permettant de répondre à leur besoin.

La visite s'est déroulée en présence de l'exploitant, Mr Rodolphe MORONI, co-gérant de la société GIE CARRIERES DU BRIENNOIS.

Concernant la maîtrise foncière, l'exploitation se fait sous contrat de forage.

L'exploitant utilise une surface d'environ 1 ha 76 a 10 ca sur les parcelles ZN n° 42 et n° 64 pour partie mis à disposition par le site voisin CHAPLAIN SAS où se trouvent : une installation de traitement, le stockage de matériaux alluvionnaires, les bureaux, l'aire de lavage et le pont bascule.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Bruit
- Gestion des eaux de lavage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bruit	AP de Mise en Demeure du 05/01/2022, article 1	/	Sans objet
2	Prélèvement d'eau au milieu naturel et gestion des eaux	AP de Mise en Demeure du 05/01/2022, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats observés: mesure de bruit conforme, gestion de l'eau de lavage en circuit fermé, il est proposé de lever la mise en demeure prise par arrêté préfectoral n°PCICP2022005-0001 en date du 5 janvier 2022.

Il est noté que tous les autres constats, n'ayant pas fait l'objet d'une mise en demeure, ont fait l'objet d'une réponse et action corrective satisfaisante de la part de l'exploitant.

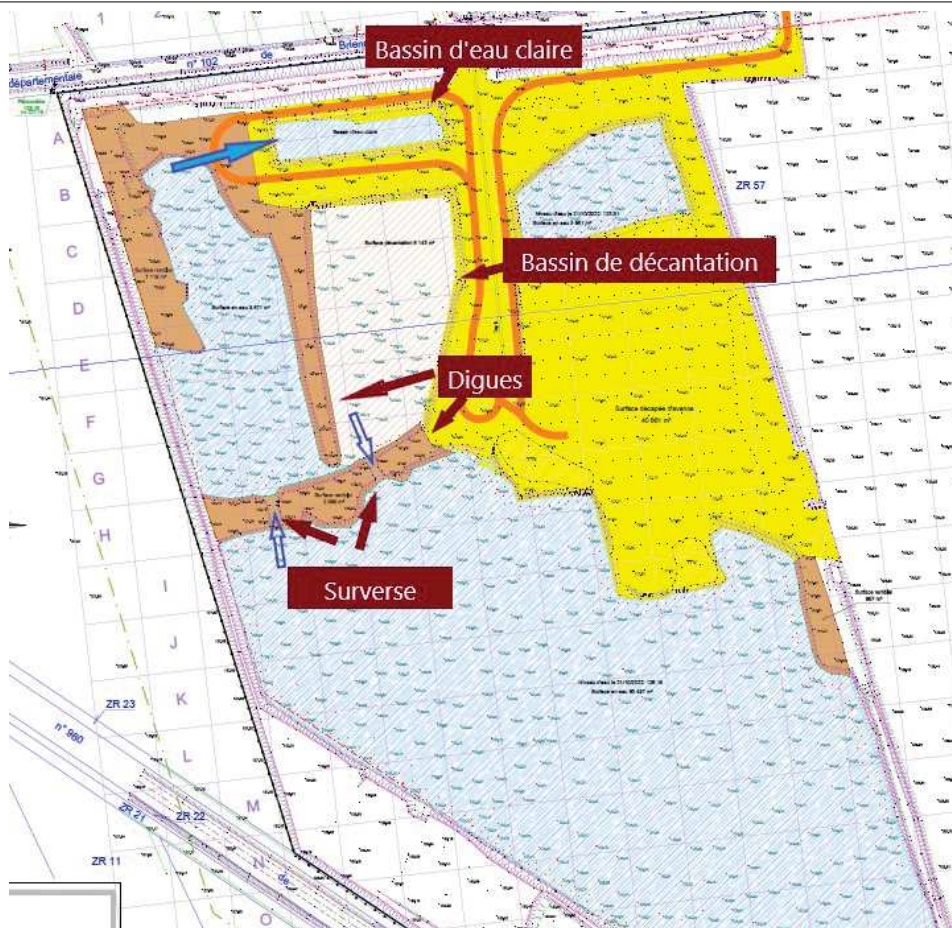
2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bruit

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/01/2022, article 1
Thème(s) : Autre, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bruits émis par les carrières et les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers et le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse...) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à : 5dB(A) pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés ; 3dB(A) pour la période allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés. [...] Un contrôle des niveaux sonores sera effectué dès la mise en place des activités présentées, puis effectué tous les 5 ans.
Constats : Une campagne de mesure de bruit a été réalisée le 15/03/2022. Les résultats présentés sont conformes aux exigences réglementaires et ne soulèvent pas de remarque complémentaire de l'inspection. La non-conformité est levée.
Observations : Le dernier rapport de contrôle réalisé en début de l'exploitation n'avait pas pu être présenté lors de la visite du 14/10/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prélèvement d'eau au milieu naturel et gestion des eaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/01/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau au milieu naturel et gestion des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant veillera à ce que les éventuelles eaux de ruissellement pluviales extérieures au site n'atteignent pas la zone d'exploitation par la mise en place, si nécessaire, d'un réseau de dérivation en périphérie de la zone d'extraction.</p> <p>Les eaux de lavage de l'installation de traitement existante de la carrière voisine Chaplain seront dirigées vers les bassins de décantation du présent site du GIE ; après décantation, les eaux claires retourneront dans le bassin de pompage de la carrière voisine Chaplain, au Nord de la RD 102.</p> <p>Hormis les eaux claires précitées, tout rejet d'eaux non pluviales hors du périmètre d'autorisation défini à l'article 1 est interdit.</p> <p>Il n'existe pas de sanitaires sur le site. Ceux utilisés seront ceux de la carrière voisine Chaplain précitée.</p>
Constats : <p>Il est constaté le jour de la visite que l'exploitant a procédé à la « création » de bassins, faisant ainsi le circuit d'eau de process en circuit fermé. En effet, le site dispose d'un bassin d'eau claire qui envoie l'eau sur l'installation de traitement, les eaux de lavage sont rejetées dans un bassin de décantation fermé par une digue, avec surverse dans la fosse en eau, séparée également par une digue avec surverse permettant d'alimenter le bassin d'eau claire (cf schéma ci-dessous).</p> <p>Le mode de gestion des eaux de lavage est satisfaisant. La non-conformité est levée.</p> <p>Il est toute fois noté que le bassin d'eau claire est maintenu sur le site du GIE contrairement à ce que prescrit l'article 20.3.1 de l'arrêté préfectoral suscité; sa localisation n'engendrant pas d'enjeu ni d'impact pour l'environnement. Cette modification sera portée à l'arrêté préfectoral lors d'une demande de modification d'exploitation.</p>



Observations : Le site n'est pas autorisé à prélever dans la nappe ou cours d'eau. Or, lors de la dernière visite en date du 14/10/2021, l'eau de lavage de l'installation de traitement existante sur le site voisin CHAPLAIN SAS est prélevée dans le bassin d'eau claire créé sur le site du GIE CARRIERES du BRIENNOIS. Ce bassin de pompage devrait être sur le site voisin.

De plus, le circuit de l'eau de process n'est pas conforme à ce qui est attendu par l'arrêté préfectoral suscité. Les eaux de lavage sont bien dirigées dans le bassin de décantation du site GIE CARRIERES du BRIENNOIS mais ce dernier est maintenant la fosse d'extraction. Or ces eaux devraient être rejetées, après décantation, dans le bassin de pompage d'eau claire

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet